Pour une politique sociale et de santé juste et démocratique, contre la loi sanitaire et les régressions sociales

Comment justifier qu'un pass sanitaire permette :

- de discriminer à l'embauche, de suspendre le salaire ou de licencier des salarié·e·s, en CDD ou précaires, parce qu'ils·elles ne sont pas vacciné·e·s ?
- de refuser des patient·e·s dans les hôpitaux pour la même raison ?
- d'instaurer un contrôle et une surveillance généralisés sur la population et de diviser la population entre vacciné·e·s et non vacciné·e·s ?

En même temps, peut-on accepter que la casse de l'hôpital public continue ? Que la crise soit payée, non pas par les multinationales et les plus riches qui en ont profité, mais par tous les autres, notamment les travailleur·euse·s, les jeunes, les chômeur·euse·s, les retraité·e·s ?

Une vaccination large et massive est nécessaire pour combattre la pandémie, ainsi qu'une autre politique, juste et démocratique. Nous, signataires, nous opposons à la loi sanitaire et aux régressions sociales à venir.

Nous exigeons :

- Après le vote du parlement le 24 juillet, le retrait de cette loi et de l'état d'urgence sanitaires ;
- des moyens financiers et humains bien plus importants dans les hôpitaux publics et les Ehpad, un débat et une information d'ampleur, des possibilités de se faire vacciner sur le temps de travail, une couverture bien plus importante des centres de vaccination et les embauches nécessaires pour permettre des conditions de travail respectueuses des exigences sanitaires ;
- la levée des brevets au sein de l'Organisation mondiale du commerce pour la solidarité internationale et la santé publique ;
- l'abandon des lois et projets sur l'assurance chômage et les retraites.

Signez la pétition